

PROCES VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 7 avril 2022

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absents excusés :

ILLIEN Anne Yvette a donné pouvoir à TACQUET Marie Blanche (commission coopération décentralisée)

LE HEGARAT Valérie a donné pouvoir à LE MOAL Brigitte (commission économique)

Le Procès Verbal du 10/03/2022 est approuvé par l'ensemble du conseil.

Début de la séance : 19h02

1/ Installation d'un nouveau conseiller municipal et modification du tableau du conseil

Rapporteur : Laurent LE FAUCHEUR

Par lettre adressée à Monsieur le Maire, Madame Francette LE GARFF-TRUHAUD a informé renoncer de façon expresse à son mandat de conseillère municipale. Un siège de conseiller municipal devient de fait vacant suite à cette démission. Aux termes de l'article L270 du code électoral, « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ».

Conformément à ces dispositions, Monsieur Fabrice PIPART a été convoqué au Conseil Municipal de ce 7 avril 2022.

Monsieur Le Maire demande à Monsieur Fabrice PIPART s'il accepte de siéger au sein du Conseil Municipal. Monsieur Fabrice PIPART accepte d'intégrer le Conseil.

Le Conseil Municipal prend acte de l'installation de Monsieur Fabrice PIPART en qualité de Conseiller Municipal et de la modification du tableau du Conseil qui en découle.

2/ Créance irrécouvrable

Rapporteur : Alain SÉHAN

Dans sa séance du 28 mars 2019, la commission de surendettement des particuliers des Côtes d'Armor a constaté la situation de surendettement d'une administrée demeurant à Goudelin et a prononcé la recevabilité de son dossier. Le 27 juin 2019, la commission a décidé d'imposer une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire. Les dettes déclarées sont de fait effacées.

Il est donc proposé au conseil municipal de procéder à la prise en charge sur le budget Commune de Goudelin, pour cette créance éteinte, d'un mandat d'un montant de 628.33 €.

Lorsque que la commission de surendettement prononce la recevabilité d'un dossier de surendettement et prononce l'effacement des dettes, les différents mandataires appliquent le résultat de la commission.

Monsieur Fabrice PIPART demande si la personne qui a sollicité la commission de surendettement a également bénéficié d'un suivi social particulier afin de l'aider.

Monsieur Le Maire indique que la personne a eu un suivi au départ dans le cadre du CCAS de la commune. Cependant la personne n'a pas donné suite aux démarches et n'a pas retourné le dossier de demande d'aide.

Monsieur Alain SEHAN stipule que l'effacement de la dette d'un montant de 628,33 euros peut être considéré comme une aide indirecte.

Monsieur Alain SEHAN informe qu'une ligne budgétaire d'un montant de 1000 euros pour abandon de dettes a été prévue au budget 2022 de la commune.

Monsieur Alain SEHAN indique également que la dette concerne les activités périscolaires suite aux questionnements des conseillers.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité l'effacement de la dette.

3/ Rapport de la CLECT

Rapporteur : Alain SÉHAN

Cf document en pièce jointe

M. SEHAN présente au conseil municipal le rapport de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) de Leff Armor Communauté pour l'année 2022.

Participation SDIS

Suite à la validation des statuts communautaires par arrêté préfectoral et la prise de compétence par l'intercommunalité « versement du contingent incendie », c'est Leff Armor qui s'acquitte depuis 2019 de la participation contingents incendie. Actualisation automatique des charges transférées les années suivantes par rapport aux demandes réelles du SDIS.

Selon le courrier en date du 13 décembre 2021, les communes de Bringolo, Goudelin, Lanvollon, Plélo, Plouha & Saint Gilles Les Bois ont signé une convention avec le SDIS basée sur la mise à disposition des agents SPV (sapeurs-pompiers volontaires) de la collectivité durant leur temps de

travail. La commune de Goudelin a 2 agents concernés par cette mesure soit une somme attribuée de 7623 euros correspondant à la valorisation du volontariat.

La commune de Goudelin doit s'acquitter de la somme de 23 656 euros au titre du transfert de charges pour le secteur SDIS

Prestations ADS / service commun :

Pour les communautés à fiscalité professionnelle unique, les montants qui devront être remboursés au titre de la mise à disposition de service, pourront être imputés sur l'attribution de compensation (art. 1609 nonies C du CGI). Ainsi, lorsque la communauté verse une attribution de compensation à la commune, les frais liés aux services communs par la commune à la communauté, peuvent être déduits des versements de l'attribution de compensation. En revanche, lorsque la commune verse une attribution de compensation à la communauté, les frais liés aux services communs peuvent s'ajouter au versement de l'attribution de compensation. -

Rappel : calcul participations ADS

- Population INSEE dernier recensement connu 50%
- Nombre d'actes pondérés 50%

Le montant dû par la commune de Goudelin est 9312,84 euros.

Au titre de la taxe professionnelle, Goudelin aurait une contribution à verser d'un montant de 11829 euros.

Soit la charges secteur SDIS / ADS et Taxe professionnelle, Goudelin doit reverser à la communauté de communes la somme de 21 139,72 euros

Cette somme a été prévue au budget 2022, et est versée en plusieurs échéances trimestrielles.

Monsieur Gérald CORLAY questionne par rapport aux pompiers volontaires représentés par les employés municipaux et demande si ces derniers sont bien au nombre de 2 suite aux divers départs d'effectifs en début d'année.

Monsieur Le Maire indique qu'il reviendra sur la question en fin de Conseil lors des informations diverses pour apporter les éléments de réponse.

Monsieur Bruno TATON précise que la commune peut positionner au maximum 25% des effectifs pour mise à disposition du personnel en tant que pompier volontaire. Actuellement la commune de Goudelin atteint ce quota. Monsieur Bruno TATON informe également que la somme reversée au SDIS ne sert pas à payer les volontaires mais est utilisée pour le fonctionnement du SDIS.

Il est proposé de valider le rapport conclusif de la CLECT et les montants de révisions des attributions de compensation des communes qu'il propose.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité.

4/ Dispositif « Argent de Poche »

Rapporteur : Anne-Marie ROUAULT

Mme ROUAULT présente aux membres du conseil le dispositif « Argent de Poche » qui consiste à proposer aux jeunes, de 16 à 18 ans, la réalisation de missions sur le territoire de la commune, encadrées et indemnisées. L'objectif de cette opération est de permettre à ces jeunes de trouver « un petit boulot » à un âge où les propositions sont rares, de découvrir la commune et le travail en équipe mais aussi de s'impliquer dans l'amélioration de leur cadre de vie .

Il leur sera proposé la signature d'un contrat pour la participation à des travaux simples sur un créneau de 3 h 30 par jour sur une matinée incluant 30 minutes de pause.

La rémunération est fixée à 15 € pour chaque mission.

L'encadrement sera assuré par un tuteur (adjoint ou agent du service technique).

Madame Anne Marie ROUAULT précise qu'il ne faut pas confondre ces missions ponctuelles avec un travail ou une mission d'intérêt général.

Chaque jeune pourra effectuer au maximum 3 missions à l'année.

Après recensement, 64 jeunes goudelinais sont nés sur les années 2004 / 2005 / 2006 :

32 jeunes nés en 2004 : 15 concernés par le dispositif selon la date de naissance

21 jeunes nés en 2005

11 jeunes nés en 2006 : 9 concernés par le dispositif selon la date de naissance

Soit au total 45 jeunes goudelinais sont éligibles au dispositif.

Les dossiers peuvent être retirés en mairie ou sur le site internet de la commune. Chaque dossier est composé d'un contrat, une autorisation parentale, une fiche de renseignements et une liste de documents à transmettre.

L'information de ce dispositif a été diffusés par le biais de divers canaux de communication (affiche, presse, site internet de la commune)

Les dates retenues sont le jeudi 21 avril matin, le mardi 5 juillet matin, le mardi 5 juillet après midi, le lundi 18 juillet matin, le mardi 19 juillet matin, le vendredi 28 octobre après midi.

L'opération représente un cout de 300 euros financé comme suit

100 euros par la CAF (subvention de 5 euros par mission par l'organisme)

200 euros en auto-financement par la commune

Pour la journée du 21/04/2022, les tuteurs seront Madame Anne Marie ROUAULT et Madame Brigitte LE MOAL.

Madame Anne Marie ROUAULT et Madame Brigitte LE MOAL font appel aux volontaires auprès des conseillers pour être tuteurs sur les prochaines missions.

Madame Marie Christine MARTIN interroge sur les modalités par rapport aux assurances.

Madame Anne Marie ROUAULT indique qu'il s'agit de la responsabilité civile personnelle des parents du jeune et l'assurance de la commune.

Il est proposé aux membres de l'Assemblée de mettre en place le dispositif « Argent de Poche » tel que présenté et d'autoriser M. le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité.

5/ Soutien à l'Ukraine

Rapporteur : Laurent LE FAUCHEUR

M. le Maire propose au Conseil Municipal d'exprimer sa solidarité envers l'Ukraine et de lui apporter financièrement son soutien.

Lors du Conseil Municipal du 10/03/2022, il avait été évoqué si la commune de Goudelin allait apporter une aide auprès de l'Ukraine et si des actions allaient se mettre en place au niveau de la commune.

Il avait été indiqué que les élus engageraient le débat lors du conseil du 07/04/2022. En effet, les instructions et consignes en provenance des autorités n'étaient pas toutes en notre possession.

Actuellement le soutien premier apporté est d'ordre financier. L'envoi de matériel / vêtements / médicaments nécessite une certaine logistique et un coût important du fait de la distance.

Monsieur Le Maire indique que des goudelinais ont proposé de mettre des logements (gites, location saisonnière) à disposition pour une période de 3 mois pour accueillir des réfugiés en provenance d'Ukraine.

Monsieur Le Maire informe avoir transmis les éléments auprès de la Préfecture qui n'a pas donné suite pour le moment.

Monsieur Le Maire indique que la commune ne possède pas de logement social vacant et ne peut pas proposer la mise à disposition de logement communal. Si un logement communal devait se libérer, la question serait étudiée lors d'un prochain conseil.

Madame Rozenn DELVO SALAUN indique qu'il existe une association Plouha Armor Ukraine.

Madame Brigitte LE MOAL précise que par l'intermédiaire des médias et divers canaux d'information nous pouvons avoir les contacts des différentes associations et organismes qui acheminent les dons financiers et/ou matériel.

Monsieur Gérald CORLAY demande si il existe toujours sur Tressignaux l'association pour les dons pour l'Ukraine.

Monsieur Le Maire confirme que Mix Café de Tressignaux était le point de collecte le mois dernier mais ignore si c'est toujours d'actualité.

Madame Marie Blanche TACQUET indique qu'une société de car du secteur a fait des trajets avec 2 bus vers la Pologne dernièrement, et des informations sont transmises par le biais des radios locales. Actuellement il y a surtout des appels aux dons pour du matériel médical.

Monsieur Alain SEHAN informe également du trajet d'une autre entreprise de transport pour acheminer des dons vers la Pologne et est revenu avec des réfugiés.

Monsieur Le Maire revient sur les logements qui peuvent être mis à disposition par les particuliers et ignore les modalités exactes d'occupation des lieux par les réfugiés qui peuvent arrivés. Monsieur Le Maire souligne qu'il est délicat d'accueillir des personnes pour une période déterminée de 3 mois car nous ignorons le temps d'occupation des lieux par les réfugiés.

Monsieur Alain SEHAN informe que la commune de Plélo a mis à disposition son gymnase pour logement d'urgence. Il indique également que chaque commune fait en fonction de ses disponibilités.

Monsieur Le Maire propose de faire un don avec un montant de 0,50 euros par goudelinais soit une somme d'environ 900 euros.

Monsieur Christian MORICE demande quel montant est versé par les autres communes.

Monsieur Le Maire répond que les dons varient entre 500 euros et 1500 euros.

Monsieur Gérald CORLAY informe que la même action avait été faite par la commune pour Haïti, et demande si des recherches ont été faites pour se renseigner sur le montant du don versé à l'époque.

Monsieur Le Maire répond ignorer le montant versé pour le don envers Haïti.

Monsieur Gwénael THOMAS demande sur quel budget le don sera fait.

Monsieur Le Maire indique que le don sera pris sur la ligne budgétaire « Subvention ».

Monsieur Bruno TATON et Monsieur Gérald CORLAY proposent de faire un don de 1000 euros.

Monsieur Gwénael THOMAS demande quelles démarches pour un particulier pour faire un don.

Monsieur Le Maire informe que les informations peuvent se trouver dans la presse ou les canaux d'informations divers.

Monsieur Le Maire informe également qu'un don sera évoqué au profit de l'Ukraine lors du prochain CCAS.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité un don de 1000 euros au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) pour l'Ukraine.

6/ Allocations de retour à l'emploi

Rapporteur : Laurent LE FAUCHEUR

M. le Maire explique qu'une rupture conventionnelle est considérée comme une perte involontaire d'emploi. Les employeurs publics ne pouvant pas cotiser à Pôle Emploi pour leurs agents titulaires, ils sont à ce titre en auto-assurance au regard de l'indemnisation chômage et devront eux-mêmes verser les allocations d'aide au retour à l'emploi à leurs anciens agents.

Après étude, le service juridique du cdg22 a calculé l'indemnité ARE à verser à l'agent concerné.

Le calcul de l'allocation serait de 34.06 € brut pendant 730 jours.

Monsieur Gwénael THOMAS demande si l'indemnisation sera stoppée dès que l'agent aura retrouvé un emploi.

Monsieur Le Maire explique que l'indemnisation est suspendue si reprise d'une activité professionnelle et reprendra lorsque cette dernière se terminera. La période d'indemnisation est glissante.

Madame Chrystel SEVRET demande s'il est également prévu une indemnisation type ASS dans le cas où les droits assimilés à l'indemnisation ARE arrivent à terme et qu'aucune reprise d'activité est effective à la fin de la période ; et demande également comment la commune sera informée d'une reprise totale ou partielle d'activité professionnelle pour calculer le montant de l'indemnisation.

Monsieur Le Maire indique que l'agent concerné fera une actualisation mensuelle permettant le calcul de son indemnisation.

Monsieur Le Maire et Madame Brigitte LE MOAL indiquent qu'il faut que la commune se renseigne pour une situation d'indemnisation type ASS.

Les membres présents sont appelés à :

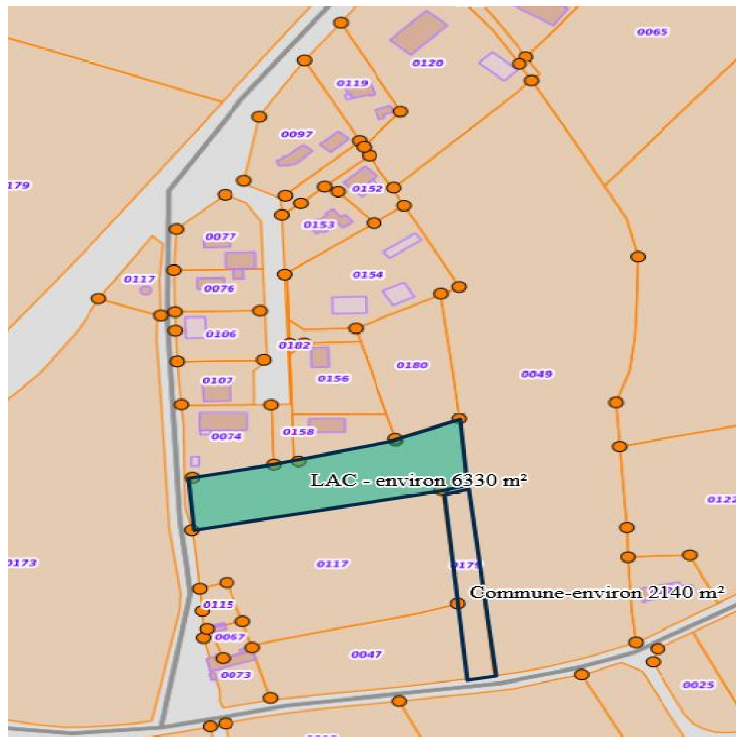
- autoriser l'indemnisation chômage de l'agent suite à la rupture conventionnelle signée.
- retenir le calcul estimatif de 34.06 € brut / jour pendant 730 jours et actualisable selon la situation réelle de l'agent.
- autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document et acte relatifs à l'exécution de cette décision.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité

7/ Cession de terrain – zone de Kéribot

Rapporteur : Laurent LE FAUCHEUR

Leff Armor Communauté a fait part de son intention d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée ZE 179, propriété de la commune, en fond de zone d'activités (Kéribot). La surface estimée suite à la division serait environ de 6 330 m². Les services des domaines viennent d'être consultés et dans l'attente de l'offre de prix officielle de la Communauté de Communes, il est proposé de valider le principe de la cession ainsi présentée et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à la finalisation de ce dossier.



Monsieur Le Maire indique que la parcelle de 2140m² est conservée afin d'avoir accès à la parcelle 117 appartenant au CCAS.

Madame Marie Christine MARTIN demande si la commune n'a pas besoin de ce terrain

Monsieur Gérald CORLAY demande comment est classé le terrain, et si Leff Armor a un projet pour le terrain.

Monsieur Le Maire indique que le terrain est en zone artisanale, et que Leff Armor a un projet pour la parcelle. Monsieur Le Maire informe que la commune de Goudelin n'a pas de projet pour la parcelle.

Monsieur Alain SEHAN informe qu'il n'y a plus de terrain disponible sur Lanvollon et Plélo arrive à terme de disponibilité.

Monsieur Le Maire informe que certaines entreprises souhaitent des terrains de petites superficies pour des lieux de stockage et/ou avoir le site de l'activité professionnelle sur un terrain différent du lieu d'habitation.

Le prix de vente est de 5 euros le m². Le tarif peut paraître peut élevé mais le terrain n'est pas viabilisé.

Monsieur Gwénael THOMAS et Madame Rozenn DELVO SALAUN se questionnent concernant l'exploitation de la parcelle par l'exploitant agricole. Est-ce que la commune doit retrouver un terrain de substitution ?

Monsieur Le Maire répond que la commune n'est pas dans l'obligation car la parcelle est inférieure à la superficie d'1 hectare.

Madame Marie Christine MARTIN demande si les résidents de maison individuelle sont informés de la démarche, surtout par rapport au bruit.

Monsieur Le Maire indique qu'il n'y a pas eu d'information auprès de riverains.

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité

8/ Devis Syndicat Départemental d'Énergie des Côtes d'Armor

Rapporteur : Michaël GAUVAIN

Le Syndicat Départemental d'Énergie des Côtes d'Armor (SDE 22) est compétent en matière de contrôle de la distribution de l'électricité des foyers lumineux, des extensions/renforcements de réseaux et de l'éclairage public. Dans la mesure où la commune de Goudelin a transféré la compétence éclairage public au SDE22, celui-ci gère donc la création et la rénovation des lignes d'éclairage public et prend en charge une partie des montants des travaux réalisés. La commune finance, quant à elle, le solde des travaux, conformément à la convention conclue avec le syndicat départemental.

Deux devis reçus sont présentés à l'Assemblée:

- Rue d'Armor – Effacement des réseaux BT/infrastructures télécommunications et aménagement de l'éclairage public

	Montant travaux (TTC)	Contribution financière de la commune
Réseau électrique	32 150 €	11 907.41 €
Réseau éclairage public	26 100 €	15 708.33 €
Infrastructures télécommunications	14 700 €	14 700 €

Les travaux de la Rue d'Armor entrent dans le budget de 50000 euros prévu pour l'année 2022.

- Rue de la Croix Rouge

Un lampadaire va être positionné dans le fond du lotissement de la croix rouge à la demande des résidents. Le cout supplémentaire est de 3500 euros TTC SDE, le reste à charge de la commune est de 2106,48 euros TTC, portant ainsi les travaux d'enfouissement des réseaux et la mise en place des lampadaires à 28 606,48 euros TTC.

Il est proposé d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer les conventions financières formalisant ces dispositions.

Le conseil municipal valide à l'unanimité.

Pour information, l'éclairage de la Plaine de jeu a été mis en place.

Monsieur Bruno TATON demande quelles entreprises ont été consultées pour le marché.

Monsieur Michael GAUVAIN indique qu'étant adhérent au SDE, c'est ce dernier qui démarche les entreprises pour les appels d'offres, puis le SDE sélectionne l'entreprise qui réalise les travaux.

9/ Travaux divers - devis

Rapporteurs : TATON Bruno / Michaël GAUVAIN

Monsieur Michael GAUVAIN précise qu'à compter de 2023 les ampoules ne seront plus autorisées sur les lampadaires lors des remplacements des lumières défectueuses. Le changement des candélabres a un cout d'environ 17 000 euros. Les travaux seront prévus au budget de 2023.

Le SDE va changer dans le secteur de Sainte Anne et Bridellec les 4 fils en 1 fil torsadé.

Le SDE a informé également que certains secteurs seront passés en souterrain, après signature de convention entre les propriétaires et le SDE.

Achat Véhicule Service Technique

Véhicule Expert auprès du garage Chapalain pour un montant de 15254,76 euros (prix véhicule + frais de mise en service + carte grise)

Le véhicule a 136 000km, et une garantie de 6 mois.

Il faudra prévoir au budget de l'année 2023 le remplacement du kangoo.

Le Restou

Les services de la communauté de communes doivent commencer les travaux 10 jours

Le cabinet Luc Page doit recevoir les réponses des appels d'offres pour le 29/04/2022 pour les travaux à la charge de la commune.

Travaux voirie suite commission du 21/03/2022

Il a été décidé en commission Voirie des travaux suivants sur la commune pour l'année 2022

Le Broch	5 589,25 €	Aménagement (création réseau pluvial)
----------	------------	---------------------------------------

Impasse du château	605,00 €	Création d'un enrochement
Mez An Forn	3 083,28 €	Sécurisation du virage
Route du bois de la Roche	5 957,70 €	Dérasement accotement et curage fossé
Kerlan	3 387,65 €	Busage
Kerguen	3 632,65 €	Busage

Un budget de 6000 euros est prévu pour la peinture (zone 30 dans la rue de la croix rouge, divers travaux de peinture dans la commune).

Monsieur Bruno Taton présente les différents devis et travaux à venir sur la commune pour validation par les membres du Conseil Municipal.

Travaux toilettes de l'église

Lot Plomberie

ETS Prest'eau – Lanrodec	3882,68 euros HT
ETS Thermi Confort – Goudelin	Pas de réponse
ETS Lubin – Le Merzer	Pas de réponse

Il est proposé de retenir l'ETS Prest'eau de Lanrodec

Lot Carrelage

ETS Mahou – Cavan	3013,40 euros HT
ETS Gouevic – Bourbriac	2548,40 euros HT
ETS Richeux – Le Merzer	2241,90 euros HT

Il est proposé de retenir l'ETS Richeux situé sur la commune Le Merzer

Lot Porte

ETS Collin – Goudelin	2291 euros HT
ETS Pastol – Goudelin	2844,44 euros HT

Il est proposé de retenir l'ETS Collin de Goudelin

Le Conseil Municipal vote les travaux 17 voix pour, 1 abstention.

Travaux peinture portes et porche de l'église

Couleur retenue : rouge carmin et 3 couches

ETS Mahou – Cavan	2750 euros HT
-------------------	---------------

ETS Perrin – Pleguien	3680 euros HT
ETS Armor Peinture – Plélo	5200 euros HT

Il est proposé de retenir l'ETS Mahou de Cavan

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité

Travaux espace boules Aménagement / Matériaux

ETS Calipro – Lanvollon	5376,87 euros HT
ETS Quequiner Matériaux – Paimpol	8142,21 euros HT
ETS Ziegler – Graces	5790,32 euros HT

Il est proposé de retenir l'ETS Calipro de Lanvollon pour la fourniture du matériel

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité

Projet batiments service technique – Lot Architecte

Leloup Architecte – Pabu	1500 euros HT
SARL C Geffroy Architure – Cavan	2400 euros HT
Danno Jean Yves – Guingamp	Pas de réponse

Il est proposé de retenir Leloup Architecte de Cavan

Le Conseil Municipal valide à l'unanimité

Feu d'artifice – Pardon de l'isle

Le feu d'artifice sera effectué par l'entreprise eurodrop pour un montant de 3500 euros (même tarif que les années précédentes)

Boite à livres

Elle sera avec un châssis métal effectué par l'entreprise Collin de Goudelin pour un montant de 1185,60 euros. L'emplacement reste à déterminer.

Illumination de Noël

Un devis de 1950,72 euros a été retenu auprès de l'entreprise Décollum. Il s'agit de nouveaux modèles de décoration.

3 sapins argentés auprès de l'entreprise Eurodrop seront achetés afin de changer ceux qui existent actuellement pour un montant de 437,40 euros.

10/ Questions diverses

Rue d'Armor

Monsieur Le Maire indique qu'une réunion d'information aura lieu le samedi 23/04/2022 à 11h avec les riverains de la Rue d'Armor au Club House afin de présenter le projet des travaux à venir dans la rue.

Lotissement Le Verger

Monsieur Le Maire informe que la voirie du lotissement Le Verger n'était pas la propriété de la commune mais du propriétaire initial de la parcelle sur laquelle les constructions ont été effectuées. Les héritiers ont décidé de céder à titre gratuit à la commune la voirie.

Personnel Service Technique

Monsieur Le Maire revient sur le personnel des services techniques afin de répondre à la question de Monsieur Gérald CORLAY.

Actuellement il y a 2 agents des services techniques en tant que pompiers volontaires. Un intérimaire proposé par le Centre de Gestion est au sein de l'équipe afin de palier au départ d'effectif en début d'année et dans l'attente de l'arrivée de l'agent au 01/06/2022 pour le secteur espaces verts.

Pour le poste agent bâtiment, le recrutement est suspendu à ce jour. Le candidat retenu n'a pas donné suite.

Un stagiaire a rejoint l'équipe des agents techniques.

Compte rendu avec l'ATD

Monsieur Le Maire informe d'une réunion avec l'ATD qui a présenté les travaux à venir sur la commune pour l'année 2022 et les éventuels projets futurs souhaités par l'ATD.

Pour l'année 2022, au niveau du croisement de la RD9/RD67, un haricot va être positionné sur la route direction déchetterie ainsi qu'au milieu de la route.

Monsieur Gérald CORLAY signale que ces travaux étaient programmés depuis de nombreuses années par l'ATD et non réalisés jusqu'à ce jour.

L'ATD souhaiterait la fermeture de l'intersection qui traverse la RD9 au niveau du lotissement Le Verger et direction Kerdonnard.

Le Conseil n'est pas favorable à ce souhait.

Pour information, 8000 véhicules dont 4000 poids lourds passent par jour au niveau de la commune sur la RD9.

Un renouvellement de la chaussée va être programmé par l'ATD au niveau de Rangaré – Kerlan.

Dossier étudié par l'ADAC

Monsieur Le Maire indique que l'ADAC informe de la faisabilité d'un lotissement pouvant comporter entre 12 à 14 lots en continuité du lotissement de la Croix Rouge, dont 2 lots pour des logements sociaux

Il s'agit d'une simulation de projet.

Monsieur Le Maire informe qu'une demande a été faite l'ADAC pour l'étude de faisabilité concernant le projet d'école.

Elections Présidentielles du 10/04/2022 et 24/04/2022

Monsieur Le Maire indique que le planning a été transmis à chacun pour se positionner depuis plusieurs jours. Dans le cas où un élu serait indisponible en dernière minute, il est demandé dans la mesure du possible de trouver un remplaçant/remplaçante et d'informer Monsieur Le Maire.

Monsieur Le Maire souligne que des personnes ont réceptionné des cartes d'électeurs et les professions de foi des candidats à tort. En effet, les personnes ne sont sur les listes électorales des élections présidentielles mais sur des listes complémentaires. Les personnes concernées peuvent voter uniquement pour certaines élections du fait de leur nationalité (ressortissants étrangers).

Les deux bureaux de vote seront situés au niveau de la salle des fêtes et différencier : bureau 1 et bureau 2.

Concernant le dépouillement, les tables seront installées en même temps que les bureaux de vote. Contrairement aux dernières élections effectuées en 2021, il y aura une seule élection par bureau.

Présentation Budget 2022 de Leff Armor

Monsieur Alain SEHAN présente au conseil le budget 2022 de Leff Armor et informe qu'une augmentation d'environ 25% sera mise en place pour la Taxe d'Ordures Ménagères (TEOM).

En effet, lors de la mise en place de la TEOM sur l'ensemble des communes de Leff Armor, certaines communes étaient assujetties à la ROM (Redevance Ordures Ménagères) qui était déficitaire.

La différence entre les 2 modes est que la TEOM est une taxe présente sur les avis d'imposition et que la ROM est payable sur facture.

Du fait d'avoir rassembler l'ensemble des communes sous le TEOM, le déficit de la ROM a également été transféré sous la TEOM. De ce fait, une augmentation de la TEOM est nécessaire afin d'équilibrer les comptes et l'absorption du déficit.

Les membres du conseil sont stupéfaits d'une telle augmentation et pensent que Leff Armor devrait peut être revoir certains postes de dépenses.

Intervention Leff Dance

Madame Brigitte LE MOAL informe que l'association Leff Dance a été satisfaite de son intervention dans la commune de Goudelin et souhaite renouveler l'expérience.

Les goudelinais ont répondu présents pour voir le spectacle proposé au tarif de 2 euros.

Le prochain conseil a été fixé le 05/05/2022 à 19h00.

Fin de la séance à 21h15